

Refuser les stages de remise à niveau pour les enfants de CP

Les stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires sont unanimement critiqués par les spécialistes de l'enfance, par les pédagogues, par le HCE (haut conseil de l'éducation) pour leurs piètres résultats et leurs effets pervers. Ils ont été créés en 2008 par le ministre X. Darcos comme l'aide personnalisée hors temps scolaire. La suppression des cours du samedi matin, à l'origine de cette mesure, avait pour unique objectif de faire des économies en supprimant les RASED, la formation initiale et continue des enseignants.

Pour faire passer ces décisions dans l'opinion publique, on a inventé un dispositif démagogique, au moindre coût, l'aide personnalisée et les stages, qui sont une véritable escroquerie. Il s'agit de proposer à des enfants de CM en échec scolaire, repérés par des évaluations angoissantes contestées, de faire des heures supplémentaires soit le midi ou le soir, soit durant les vacances. Il s'agit de donner bonne conscience au gouvernants qui d'un côté détruisent méthodiquement l'école de la République et qui, de l'autre côté, veulent se donner une image sociale en proposant une aide aux enfants en difficulté.

Ces pratiques sont stigmatisantes, elles ont déjà fait la preuve de leur inefficacité, elles n'ont fait l'objet d'aucune réflexion et d'aucune concertation, elles sont imposées autoritairement.

L'Inspection Académique de Strasbourg, veut aller plus loin. Avec un zèle surprenant, elle veut aller au-delà des attentes du ministère. Elle a décidé, sans concertation, d'organiser cette année des stages de remise à niveau pour les enfants de CP durant les vacances de Pâques. Cette mesure invraisemblable qui n'a pas été demandée par le ministère et n'existe nulle part ailleurs qu'en Alsace est un véritable scandale que seule l'UMP a osé inscrire à son programme.

Chacun sait que l'apprentissage de la lecture s'inscrit dans la durée, depuis les premiers contacts avec l'écrit et tout au long de la vie. Chacun sait que dans le système éducatif, au moins trois années sont prévues pour amorcer, construire et structurer cet apprentissage (de la SG au CE1). Chacun sait qu'un enfant construit cet apprentissage à son rythme et que toute étiquetage prématuré, toute stigmatisation, sont des facteurs de blocage et d'échec, malgré les efforts et la compétence des enseignants concernés. Chacun sait que le fait d'alourdir le travail hors temps scolaire normal risque toujours d'aggraver les problèmes en prétendant les combattre. On trie les enfants, on ne permet pas leur réussite.

Toujours plus en apparence, toujours plus vite, toujours plus tôt et avec toujours moins de moyens, cette obsession du tri, de la performance apparente et du rendement, sur le modèle de l'entreprise, ne peut que renforcer la destruction en cours depuis 2007 de l'Ecole de la République et mettre en danger l'avenir de la société.

Nous, enseignants, parents, élus, conscients des dangers et des enjeux, nous exprimons avec force notre opposition à ces mesures qui mettent en péril les enfants en difficulté.

Nous appelons tous les parents à s'opposer à ces mesures dans l'intérêt de leurs enfants, à exiger l'abrogation de cette mesure scandaleuse et tous les amis de l'école publique à nous apporter leur soutien.

Signez cette pétition, faites la signer et renvoyez-là à

collectifsept.bruche@laposte.net

ou

collectif SEPT
11, rue du Village
67130 Blannerupt

Pour information : nous avons obtenu le soutien de

Philippe Meirieu (universitaire, auteur de très nombreux ouvrages sur l'éducation, responsable du site meirieu.com)

Pierre Frackowiak (inspecteur honoraire de l'Education Nationale, auteur et éditorialiste sur le site educavox.fr)

Nous attendons la confirmation d'autres pédagogues, sociologues, scientifiques, pédopsychiatres, etc

